

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 29 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOTEURS LEROY SOMER

BLD MARCELLIN LEROY
16000 Angoulême

Références : 2025_1186_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement MOTEURS LEROY SOMER implanté 19 rue de la Brigade Rac 16000 Angoulême. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOTEURS LEROY SOMER
- 19 rue de la Brigade Rac 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007201390
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEROY SOMER a exploité depuis les années 60 l'usine de RABION où les activités exercées étaient principalement de l'usinage et de l'assemblage de réducteurs et de moteurs-freins.

Le site est composé d'un bâtiment Nord, d'un bâtiment Sud, d'un bâtiment Sud2 et d'une zone de stockage au sud-est.

Les activités de l'usine ont été mises à l'arrêt définitif en mars 2022. Seule subsiste l'application de peintures sur des pièces fabriquées par les autres unités de production de l'entreprise, dans le bâtiment Sud2.

Sur le plan ICPE, un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter a été pris le 12 janvier 1995, complété et actualisé le 15 décembre 2009 et le 23 juillet 2018.

Dans le cadre de la cessation des activités ICPE, un plan de gestion du site a été établi par GINGER BURGEAP en septembre 2022. C'est sur cette base, que des mesures de gestion de pollution de sol et des eaux souterraines ont été définies par l'arrêté préfectoral du 21/04/2023.

Thèmes de l'inspection : Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation partielle d'activité - mesures de gestion	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Cessation partielle - mesures de gestion	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Cessation partielle - Suivi des eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater qu'aucun des travaux de dépollution n'a été initié par l'exploitant, plus de deux années après que le préfet ait acté par arrêté du 21/04/2023 lesdits travaux et les mesures associées de protection des intérêts environnementaux (visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement).

Ces travaux ont fait l'objet d'un étude de faisabilité remise en juillet 2025 et doivent donc être lancés sans attendre.

Dans ce cadre, il est attendu de l'exploitant qu'il tienne informée l'inspection des installations classées de l'avancement des opérations.

Selon l'exploitant, les travaux de dépollution des eaux souterraines doivent être engagés avant la fin de l'année. Ils feront l'objet d'une nouvelle visite d'inspection à cette occasion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activité - mesures de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2 - mise en œuvre de Mesures de gestion

Les mesures de gestion mises en place pour permettre un usage industriel du site sont, par référence au plan de gestion du 8 septembre 2022 susvisé, les suivantes :

Milieu eaux souterraines : **récupération de la phase hydrocarbonée libre par écrémage au droit de Pz3.**

Les dispositifs d'écramage et de stockage des déchets et/ou des hydrocarbures sont positionnés à proximité immédiate de l'ouvrage Pz3. Les eaux polluées ainsi récupérées sont évacuées par et à destination de sociétés dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

Sur demande dûment justifiée de l'exploitant et après validation par l'inspection des installations classées, les opérations d'écramage pourront être arrêtées si le bilan coût/avantage le justifie.

Les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance durant les travaux conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les travaux d'écramage de la phase libre d'hydrocarbures n'ont pas débuté : aucun équipement de chantier n'est présent sur le site pour réaliser ces opérations de dépollution.

La zone concernée est située à proximité de l'entrée de l'ancien site, rue de la Brigade Rac.

Le piézomètre pz3, retenu pour procéder à l'écramage et seul piézomètre où une phase libre d'HC a été observée, est situé dans des espaces enherbés au nord-ouest d'anciens bureaux du site.

Zone concernée par la
dépollution des eaux
souterraines



Un plan de conception de travaux (ERM n°0732141-R7054) a été remis par l'exploitant le 11/07/2025.

Il mentionne des essais de terrain réalisés en mai 2025 pour valider la méthode d'écramage par bande oléophile depuis le pz3 et estimer la quantité de produits à récupérer.

La faisabilité de la méthode de dépollution par écrémage a été validée par les essais de terrains : il est estimé qu'environ 300 litres de produit pur par an peuvent être récupérés (l'épaisseur de "flottant" - densité évaluée à 0,82 - est estimée à 30 cm), même si l'étendue spatiale de la lentille de pollution n'est pas totalement connue.

A noter, également, que l'origine de la phase libre d'HC n'a pas été déterminée. Une provenance depuis la fonderie voisine (exploitée par la même société et située de l'autre côté de la rue de la Brigade Rac) n'est pas totalement écartée considérant les incertitudes sur les écoulements localisés. Une source depuis l'ancien site Rabion Réducteurs au Nord est toutefois privilégiée, bien que non identifiée à ce jour.

Il est proposé de mener les opérations d'écémage jusqu'à l'obtention d'une asymptote sur la courbe de récupération de produit pur, sur une période maximale de 12 mois.

Durant les travaux, un suivi renforcé des eaux souterraines devra être mis en œuvre selon les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 (cf. point de contrôle suivant).

Une 1ère campagne de mesures sera réalisée sur l'ensemble des piézomètres de ce réseau de suivi rapproché AVANT le démarrage des travaux afin de disposer d'un point zéro.

Il est demandé à l'exploitant d'initier, au plus vite, les travaux d'écémage de la phase libre afin de limiter toute progression au sein des eaux souterraines.

Selon l'exploitant, le démarrage des travaux de dépollution devrait intervenir avant la fin 2025.

L'exploitant est invité à en informer l'inspection des installations classées afin qu'une inspection soit diligentée.

Il est rappelé que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral devront être respectées durant la phase de travaux, en particulier les mesures appropriées seront prises pour que tout risque de pollution du sol et du milieu naturel soit écarté lors de l'entreposage sur site des produits récupérés et des déchets générés.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées, avant le démarrage des travaux, les dispositions qu'il prendra à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées :

- de la date prévue de démarrage des travaux de dépollution afin qu'une inspection soit diligentée,
- de la date prévue de démarrage de la surveillance piézométrique (point zéro avant le démarrage des travaux de dépollution des eaux souterraines),
- des conditions d'entreposage des déchets générés (certains contenant des HC récupérés) lors de la phase de travaux et des mesures prises pour garantir l'absence de risque de pollution du milieu susceptible d'être générée lors des travaux.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées sur le respect des dispositions relatives à la gestion de la pollution (efficacité des mesures mises en œuvre).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation partielle - mesures de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Sols

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2 - Mise en œuvre de Mesures de gestion

Les mesures de gestion mises en place pour permettre un usage industriel du site sont, par référence au plan de gestion du 8 septembre 2022 susvisé, les suivantes :

Milieu sols : **excavation des sols souillés par des hydrocarbures et élimination en filière autorisée, au droit de la cuve d'huile soluble enterrée (sud du bâtiment Sud) (sondage RT21).**

Les terres polluées sont entreposées sur sol imperméable et protégées des intempéries. Elles sont ensuite évacuées par et à destination de sociétés dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

Avant remblaiement des zones excavées, ces dernières font l'objet d'un contrôle des teneurs résiduelles des flancs et fond de fouilles afin de valider l'atteinte des objectifs de réhabilitation. Après validation de l'atteinte des objectifs de réhabilitation, les excavations pourront être remblayées.

Les objectifs de réhabilitation sont les suivants :

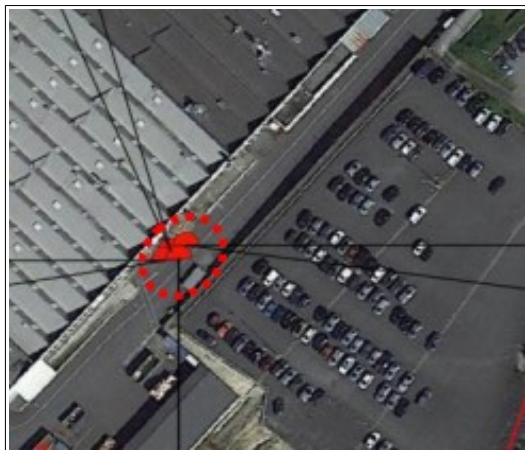
Paramètres	Objectifs de réhabilitation
HCT (C10-C40)	1 700 mg/kg de MS

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les travaux d'excavation des terres contaminées par des hydrocarbures, prescrits à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023, n'ont pas débuté.

De même que pour la dépollution des eaux souterraines (cf. point de contrôle précédent), aucun équipement de chantier n'est présent sur la zone.

La zone considérée est située en limite sud-est du bâtiment sud au droit de voiries internes recouvertes d'enrobés (cf. localisation ci-dessous).



Une ancienne cuve de stockage d'huile soluble utilisée sur le site est considérée comme source sol de cette contamination. Sur la base de différents sondages de sols, le plan de gestion de 2022

(BURGEAP) a estimé son volume à 565 m³, dont 430 m³ hors surface bâtie.

Selon l'exploitant, cette cuve est inertée au béton, et une dalle béton est présente au niveau de cette cuve. Elle a pu être constatée lors de la visite, de même que du béton est affleurant au niveau d'un capot au-dessus de la cuve (cf. photo ci-dessous).



Le plan de conception de travaux (ERM n°0732141-R7054), remis par l'exploitant le 11/07/2025, comprend une étude géotechnique qui a permis d'évaluer la faisabilité technique des travaux tout en préservant l'intégrité des ouvrages proches (bâtiment Sud à l'Ouest de la source sol et mur de soutènement d'un parking à l'Est). Plusieurs alternatives techniques sont étudiées avec chiffrage d'un budget estimatif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées :

- de la date prévue de démarrage des travaux de dépollution
- des conditions d'entreposage des terres excavées lors de la phase de travaux et des mesures prises pour garantir l'absence de risque de pollution du milieu susceptible d'être générée lors des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Cessation partielle - Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

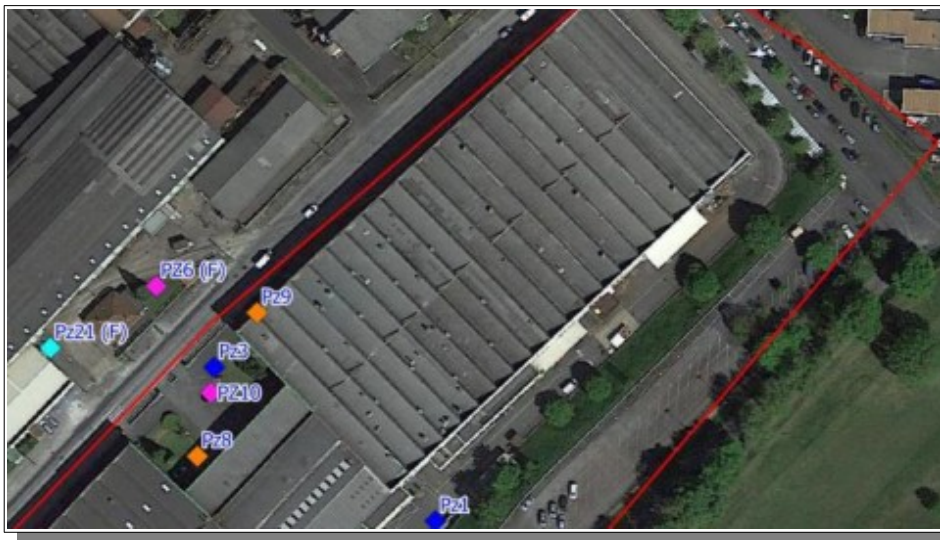
Les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance trimestrielle dans le cadre des travaux de traitement de la lentille d'hydrocarbures en phase libre.

Elle concerne les ouvrages Pz3, Pz8 à Pz10, Pz6 (F) et Pz21 (F) et comporte au moins une campagne post-travaux dans les six mois suivant l'arrêt du traitement. Les analyses portent sur les hydrocarbures HCT (C10-C40), HAP et BTEX.

A l'échelle du site, les eaux souterraines feront également l'objet d'une surveillance semestrielle hautes eaux / basses eaux pendant au moins 4 ans, au droit des ouvrages Pz2 (amont), Pz4 à Pz7, Pz11, Pz17(aval hors site) et Pz23. Les analyses porteront sur les hydrocarbures HCT C10-C40, HAP, BTEX, 8 métaux et COHV (localisation des piézomètres en annexe).

Constats :

Le réseau rapproché de surveillance des eaux souterraines durant la phase de travaux de dépollution est constitué de 6 ouvrages localisés sur la photo ci-dessous :



Lors de la visite du site, les 3 piézomètres pz3, pz8 et pz10 ont été localisés aux emplacements définis par l'exploitant.

Dans le cadre des travaux de dépollution de la nappe par écrémage de la phase libre d'HC, une 1ère campagne de mesures sera réalisée sur l'ensemble des 6 piézomètres du réseau de suivi rapproché AVANT le démarrage desdits travaux, afin de disposer d'un point zéro.

Les campagnes de surveillance ultérieures seront réalisées selon la fréquence trimestrielle définie à l'article 5 de l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- l'information de la date prévue de démarrage de la surveillance piézométrique (point zéro avant le démarrage des travaux de dépollution des eaux souterraines),

- les résultats de chaque campagne de surveillance des travaux de dépollution réalisée en application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 :
 - transmission des résultats des analyses
 - transmission d'une synthèse des résultats depuis la 1ère campagne (point zéro).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois